

Fonction publique – SPF Finances : où en sommes-nous ?

GÉRONNS LE PRÉSENT...

Fonction publique

Pour rappel, début décembre, le ministre Loones clôturait unilatéralement les discussions à propos du Codex. Les organisations syndicales du Comité B étaient invitées à remettre leur avis, avec la possibilité pour le gouvernement d'avancer ensuite, même en cas d'unanimité négative.

La chute du gouvernement a changé la donne. La nouvelle ministre de la Fonction publique semble nettement plus ouverte à la discussion que ses deux prédécesseurs, a décidé de laisser une chance à la concertation et a suspendu le délai légal accordé aux syndicats pour remettre leur avis.

Toutefois, rien n'est encore gagné. Loin de là !

Nous resterons attentifs et prudents dans ces deux dossiers qui sont la réforme du statut et les congés de maladie des fonctionnaires. Et nous réagirons en conséquence au cas où ces dossiers évolueraient dans une mauvaise direction.

AG des délégués ouvertes aux membres

Afin de pouvoir être prompts à réagir, nous avons fixé en urgence une réunion de nos délégués (ouverte à nos membres).

Nous y avons déterminé la réaction à apporter à la réunion avec le ministre et surtout à ses propositions futures. Des actions sont déjà en cours d'organisation au cas où les propositions du ministre seraient insuffisantes.

Nous attendons maintenant ces propositions. Restez informés via notre site internet www.unsp-finances.be.

SPF Finances

En décembre, le front commun syndical avait adressé un courrier revendicatif au nouveau ministre des Finances.

Les douaniers avaient également organisé des actions à Gosselies, La Louvière et Bierset.

Suite à ces actions, le ministre nous avait contactés par l'intermédiaire du président du Comité de direction, et une entrevue entre le ministre et les organisations syndicales a été organisée.

Elle s'est déroulée début janvier. Lors de cette réunion, le front commun a maintenu le cap discuté en décembre. Nous avons expliqué au ministre la situation actuelle du SPF Finances, nous lui avons exposé nos revendications.

Le ministre s'est montré à l'écoute et relativement ouvert à la discussion.

Bien évidemment, le fait que le gouvernement est en affaires courantes pose certains problèmes.

Voici la définition donnée par le ministre de cette notion d'affaires courantes (RTBF Info, 7/1/2019) : *un gouvernement en affaires courantes a des pouvoirs très limités. Il ne peut plus lancer de nouveaux et grands chantiers. Il doit se contenter de gérer le quotidien et... les situations d'urgence. En affaires courantes, le gouvernement doit juger ce qui est urgent et inévitable. Et dans ces cas-là, il peut intervenir. Mais il faut être prudent.*

Cela reste très vague : en fait, il n'existe pas de définition claire des affaires courantes. Selon la définition donnée par le ministre, le gouvernement pourrait dire que tout ou presque y est inclus, mais aussi que tout ou presque en est exclu...

Dans ces conditions, le ministre nous a demandé un mois, un mois au cours duquel il déterminera quelles solutions, quelles avancées, il peut ou non nous offrir.

Mail bombing / Facebook bombing

Nous avons reçu différentes réponses suite à cette action.

Le MR a accusé réception par l'intermédiaire du Premier ministre.

Écolo a répondu via Georges Gilkinet.

Nous avons rencontré Défi et le cdH.

Toutes les réponses et un résumé des entrevues sont disponibles sur notre site internet.



ET PRÉPARONS L'AVENIR !

Le gouvernement est en affaires courantes...

Mais notre travail syndical, lui, est tout sauf en affaires courantes...

En vue des élections de mai prochain, nous devons déjà convaincre nos futurs interlocuteurs potentiels, soit l'ensemble du monde politique. Nous devons leur expliquer les problèmes que nous rencontrons, leur démontrer l'importance de la Fonction publique en général, et du SPF Finances en particulier.

Nous sommes à un tournant ! C'est maintenant qu'on doit tenter de convaincre le monde politique... Si on continue sur la même voie, on ne se dirigera plus vers le mur comme actuellement : ce sera carrément la collision...

Nous devons mettre le thème « la Fonction publique et en particulier le SPF Finances » en évidence.

Nous devons agir et non plus réagir !

Pour cela, l'UNSP va agir des différentes manières :

Questionnaire à envoyer à l'ensemble des partis politiques

Comme lors des dernières élections, nous interpellons les différents partis politiques à propos de différents thèmes importants pour la Fonction publique et le SPF Finances.

Nous publierons les réponses sur notre site internet. Cela vous permettra de vous rendre aux urnes en connaissance de cause.

Dossiers à envoyer à un maximum de candidats aux élections

L'UNSP compte réaliser différents dossiers à envoyer à un maximum de candidats aux élections fédérales.

Notre but : les convaincre de l'importance de la Fonction publique et du SPF Finances, démontrer qu'investir dans le SPF finance est nécessaire et rentable. Mais aussi souligner les changements à apporter au sein de notre département.

Dossiers à envoyer à la presse – communiqués de presse

Là aussi, notre but sera de montrer l'importance des Finances, ses carences, ses forces... et, via une médiatisation que nous espérons maximale, mettre la pression sur le monde politique.

Pour réaliser ces dossiers, nous allons avoir besoin de vous, nos adhérents, nos délégués... Mais aussi de l'ensemble du personnel du SPF Finances. Car, **qui connaît mieux le département que ses agents ? C'est pourquoi, 5 ans après la première enquête, nous allons lancer une grande enquête : Le grand baromètre des Finances !**

LE GRAND BAROMÈTRE DES FINANCES

Afin d'interpeller la presse, les candidats aux élections, mais aussi les managers du SPF Finances, nous avons besoin de votre opinion.

Parce que vous êtes les mieux placés pour juger l'évolution du SPF Finances, pour souligner les problèmes, décrire vos conditions de travail.

Participez à notre enquête, Le grand baromètre des Finances, et encouragez un maximum de collègues à le faire. Cela ne vous prendra que quelques minutes.

Plus nous serons nombreux, plus nos arguments auront de poids !

Voici quelques thèmes abordés : l'évolution du service accordé à la population, de la lutte contre la fraude fiscale, vos conditions de travail, votre charge de travail, le stress, la sélection centralisée des dossiers, votre relation avec le SPF Finances et votre hiérarchie, la formation, les mutations, l'informatique, vos perspectives de carrière...

Pour y participer, rien de plus simple : **rendez-vous sur notre site internet : www.unsp-finances.be**

